

# Les jeunes et l'avenir du travail

## Déclaration du groupe Environnement et nature

La place des jeunes, confrontés à l'avenir du travail, est un sujet sensible car, outre le fait qu'il concerne tous les foyers ou presque, il est porteur de contrastes violents et irrésolus. On notera que certaines auditions menées dans le cadre de notre récent travail sur le thème « fractures et transitions » l'ont illustré parallèlement. D'un côté, les jeunes font face à la nécessité impérieuse de s'adapter à la fois aux bouleversements technologiques et à l'impératif écologique; et de l'autre, ils sont confrontés à la persistance d'archaïsmes dans un monde du travail encore sclérosé sous bien des aspects, notamment ceux du genre et des critères de recrutement.

Qu'il soit permis de s'attacher à l'enjeu écologique, et au rôle que peut tenir le CESE à cet égard.

Il y a quelques mois, le CESE votait une résolution sur le climat suite à la publication du scénario 1,5° du GIEC. Notre assemblée envisageait de confronter l'ensemble de ses avis au regard de ces enjeux. Si on pense l'avenir du travail dans ce cadre, il y a de quoi avoir peur. Et c'est bien ce qui inquiète nombre de jeunes mobilisés aujourd'hui.

Avec le manifeste pour un réveil écologique, des dizaines de milliers d'étudiants issus des grandes écoles expriment leur refus de travailler pour des acteurs économiques qui ne traduiraient pas ce défi en actes. Dans les suites des grèves pour le climat initiées par la jeune suédoise Greta Thunberg, le 15 mars, en France, ce sont 150.000 jeunes qui ont manifesté leur colère face à l'avenir que notre société leur réserve. Dans le monde ils étaient plus de 2 000 000 à affirmer que cela ne sert à rien d'assister à leurs cours s'ils n'ont pas d'avenir, et la mobilisation continue de grandir. L'urgence climatique et l'effondrement de la biodiversité ne sont pas que des mots. C'est une nécessité, une nécessité d'action. Quand le GIEC démontre qu'il ne reste que deux ans pour atteindre cet objectif, il pose aussi la radicalité des mesures à mettre en place. Cela, notre assemblée continue de l'ignorer et préfère regarder ailleurs. L'enjeu est bien le maintien de conditions de vie civilisée sur terre, on n'est pas ici en train de parler d'autre chose.

Les mesures qu'il faudrait prendre doivent être radicales, à l'instar d'un véritable plan Marshall de lutte contre le dérèglement climatique et l'érosion de la biodiversité – tout de suite et maintenant. Quand on évoque la transition, ce n'est pas d'une lente évolution douce et tranquille dont il est question. Nous n'avons plus le temps. Et pour rappel, il n'y a plus ni travail ni emploi sur une planète morte.

Le résultat de tout ceci est d'ores et déjà visible dans les rues comme dans les urnes. Un sondage de l'IFOP publié la semaine dernière révèle que seul un jeune de moins de 34 ans sur 5 comptait voter pour les élections européennes.

Face à ces enjeux, les préconisations renvoient aux contrats de transition écologique et à la RSE, tout en citant les objectifs de développement durable de l'ONU. Le texte rappelle aussi l'urgence d'une justice sociale et climatique inscrite dans le siècle. C'est peu, mais c'est nécessaire, à minima. Le groupe environnement et nature a donc voté l'avis, bien que celui-ci ne soit pas, comme beaucoup d'autres, à la hauteur de l'urgence climatique.